

La campagne de mensonges a commencé

"La spéculation sur les denrées alimentaires a un effet modeste sur les prix de la nourriture" déclarait la NZZ online le lundi avant le débat du Parlement sur l'initiative contre la spéculation sur les denrées alimentaires. De nombreux médias ont partagé l'information comme une "breaking news". L'article se basait sur une publication de l'Université de Bâle et de la Haute école de Lucerne sur l'impact de la spéculation sur les contrats à termes sur des matières premières. Cette étude est-elle en effet la preuve que la spéculation n'a aucun effet? Non, c'est plutôt un avant-gout de la campagne du mensonge qui nous attend.

La question de savoir si la spéculation sur les dérivés des produits agricoles a une influence sur les prix des denrées alimentaires, est très pertinente pour apprécier l'initiative contre la spéculation. On sait que le business-model actuel implique des ordinateurs qui effectuent du trading à haute fréquence et font des centaines d'échanges sur les prix des denrées en une fraction de seconde. C'est cette pratique qui est responsable d'une hausse des prix des aliments de base. Les conséquences : famine et misère de millions de personnes dans le monde.

L'initiative contre la spéculation sur les denrées alimentaires se base sur les constats de la Banque mondiale, de l'ONU, de l'EPFZ, des gouvernements Etats-Unis d'Amérique et de l'UE, ainsi que d'innombrables spéculateurs eux-mêmes. Elle vise à interdire les jeux d'argent sur les denrées alimentaires. Une telle interdiction impliquerait forcément des pertes financières pour les spéculateurs et c'est pourquoi leurs laquais s'empressent de les défendre de toutes leurs forces. Même si cela doit les obliger à prendre certaines "libertés" quant à la réalité.

Mais tout d'abord: en préparation du vote sur l'initiative contre la spéculation et dans le cadre des débats au Conseil national, ils devaient démontrer que la spéculation sur les denrées alimentaires n'avait pas d'influence sur les prix et que donc l'initiative est inutile. Ce que l'étude s'efforce de faire en déclarant: "... la spéculation ne joue pas un rôle essentielle sur les marchés des matières premières. Si un effet peut être trouvé, il n'est pas uniforme et clairement faible. " S'il n'est pas uniforme, il est pourtant bien réel. Par cette formule, les auteurs détournent le problème et ainsi contournent les vrais enjeux. Allons plus loin et intéresserons-nous aux données de l'étude pour comprendre cette conclusion. L'influence de la spéculation sur les marchés n'est pas le seul facteur pris en compte, mais cinq variables sont utilisées:

- Placement sur les matières premières et prix des contrats à terme
- Rendements
- Ecart de prix des contrats à terme
- Volatilité
- Effets de contagion entre les marchés financiers et les prix des matières premières.

Toutefois, pour mesurer l'impact de l'initiative seul le premier facteur, l'influence de la spéculation sur le marché réel nous intéresse. Les autres n'ont pas d'impact direct sur les prix. Et, ce facteur nous donne une image très différente: 47 pourcent des études examinées montrent un effet d'augmentation sur les prix, 40 pourcent ne peuvent pas trouver d'effet et 13 pour cent montrer un effet de stabilisation.



Un très nette majorité des études qui se sont penchées sur le problème établissent une relation entre l'augmentation des prix et la spéculation ou ne peuvent pas définir de relation. Seul 13 pourcent des études disent que la spéculation stabilise les prix. C'est pourtant sur cela que la position officielle d'economiesuisse, de l'association suisse des banquiers et de l'organisation de lobbyist Commodity Club, se base pour déclarer que la spéculation n'a pas d'influence sur l'augmentation des prix.

La NZZ et d'autres médias ont déclaré que la spéculation n'avait aucun effet, selon les auteurs, en regardant l'impact sur les cinq variables : des variables qui n'ont aucune influence sur la question des prix réels. Ce qui ne semble avoir surpris personne et n'avoir suscité aucune interrogation. Un mauvais travail journalistique dont "l'information" a néanmoins été diffusé sans réserve dans de nombreux médias.

Quelque chose manque dans cette étude commandée par l'Association des banquiers et Co.: Elle déclare que la spéculation est responsable au maximum d'une augmentation de 8 pourcent des prix et de la volatilité de ceux-ci (alors que l'étude réalisée par l'EPFZ déclare entre 60 et 70 pourcent). Mais, même avec ce chiffre falsifié, l'argument reste en faveur de l'initiative, comme l'a fait remarque le ministre allemand au développement, Heidemarie Wiecezorek-Zeul. En effet, à chaque pourcent de hausse des prix, le nombre de personne risquant la famine augmente de 16 millions.

Même si cette spéculation ne devait avoir qu'un seul pourcent d'influence, les conséquences plaideraient pour un OUI claire à l'initiative. Et nous devrions trouver cette spéculation sur les dos des plus pauvres inadmissible. Mais voilà: la campagne des mensonges a commencé.

